

dont elle a été exécutée. Il y a eu, certes, provocation mais la chose aurait dû être soumise aux Nations Unies. On aurait dû les presser d'agir. Il est également vrai qu'une part de la responsabilité retombe sur les États-Unis. Je ne m'étendrai pas sur cette question ce soir parce que nous manquons de temps. La politique changeante et tortueuse des États-Unis a certainement contribué aux événements du Moyen-Orient.

On dira que les décisions récentes de la Grande-Bretagne et de la France prennent leur source dans les attaques d'Israël contre l'Égypte. J'ai suivi les événements survenus en Israël depuis plusieurs années et c'est pourquoi je puis comprendre la situation dans laquelle se trouvait cette nation le 29 octobre. Comme on le sait, ce fut l'aboutissement d'un long différend. Tout le monde sait qu'Israël a été fortement provoqué. Depuis 1948, l'Égypte et les États arabes ont refusé de signer un traité de paix avec Israël. Ce dernier pays a donc considéré qu'il était continuellement en guerre avec ces États. En conséquence, la sécurité d'Israël avait été constamment et de plus en plus menacée par l'Égypte. La vie, dans la région frontalière, était devenue à peu près impossible du fait des coups de main répétés exécutés par des commandos égyptiens venus du secteur de Gaza ou de la péninsule de Sinaï. Ceux d'entre nous qui ont eu l'occasion de visiter ces régions depuis quelques années savent parfaitement que le pays était dans un état de siège continu et que les frontaliers étaient véritablement dans une situation difficile. Les nombreux coups de mains des commandos égyptiens venus du secteur de Gaza, je le répète, l'avaient rendue intolérable.

L'Égypte, comme je l'ai déjà fait observer, avait empêché les navires israéliens de passer par le canal ou dans le golfe d'Aqaba. C'est dire qu'il y a eu provocation. Je regrette néanmoins qu'on ait agi comme on l'a fait car il en est sorti une situation qui préoccupe au plus haut point le monde entier. Ayant lancé leur ultimatum, la France et la Grande-Bretagne ont attaqué. C'était, comme je le disais tout à l'heure, une violation de la Charte des Nations Unies. J'ai tout lieu de croire que non seulement les premiers ministres du Commonwealth n'ont pas été prévenus, mais encore que même l'opposition, au Royaume-Uni, n'avait pas été mise dans la confiance du gouvernement avant l'attaque. Du moins, je suis assez sûr d'une chose. C'est que les considérations qui, dit-on, existaient sans jamais avoir été portées à la connaissance du public n'ont jamais été communiquées à l'opposition en Grande-Bretagne. Advenant un danger de ce genre, il eût été normal que le gouvernement du Royaume-Uni mette l'opposition dans la con-

[M. Coldwell.]

fidence, afin que le pays présente un front uni.

Alors, qu'en est-il résulté? La chose même que la Grande-Bretagne craignait. Les opérations entre forces égyptiennes et forces franco-anglaises ont interrompu la circulation sur le canal et obstrué ce dernier probablement pour des mois. Au lieu de protéger le canal, l'intervention armée a eu l'effet absolument contraire et bien malencontreux. Je dis "bien malencontreux" parce que je suis persuadé que ces résultats se feront sentir pendant longtemps sur l'économie, non seulement du Royaume-Uni et de la France, mais aussi des pays de l'Europe occidentale et du monde.

Qu'a-t-on gagné? Rien, à mon avis. Je ne veux pas répéter les récriminations faites dans bien des milieux, dans les journaux et le reste, sauf pour ajouter qu'à mon avis les résultats jusqu'à maintenant ont été désastreux pour ce qui est du bien-être de tout le monde. La Russie se serait quand même, malheureusement, immiscée dans la révolte en Hongrie. Cependant, je pense que cette forme d'agression dans la région de Suez a obscurci l'agression en Hongrie.

Dans un journal anglais qu'on m'a adressé, un dessin nous montre un avion qui s'apprête à décoller en direction du canal de Suez; M. Eden, en vêtements de vol, se tient tout près de l'avion. Derrière l'avion, on aperçoit un char de combat dirigé du côté opposé; M. Khrouchtchev se tient tout près du char. M. Eden dit "A Suez" et M. Khrouchtchev, qui regarde autour de lui, dit "Je m'en vais, moi aussi". Ce dessin illustre en quelque sorte l'argument, l'arme que nous avons fournie à la Russie dans sa conduite vis-à-vis de la Hongrie. Je ne compare pas, bien sûr, les pertes de vie et les cruautés dont s'est entourée une opération à la façon dont l'autre a été conduite. Les deux ne sont pas comparables, je m'empresse de le dire. Il reste que cette affaire a considérablement obscurci la question.

J'ai dit que je voulais m'abstenir de toute récrimination. Je tiens à dire, cependant, avant de passer à des remarques qui seront, je l'espère, d'ordre pratique, que nous sommes vraiment très fiers que ce soit le représentant du Canada, en la personne de notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui ait proposé l'établissement de la force des Nations Unies. Tous les Canadiens peuvent en être fiers et heureux.

**Une voix:** Ils ne le sont pas.

**M. Coldwell:** Un membre de l'opposition officielle,—je ne sais pas lequel,—dit qu'ils ne le sont pas. S'il est des Canadiens que ce fait ne réjouit pas, ils ne partagent pas alors l'opinion qui a cours un peu partout dans